

La Lettre **MOINS** et **MIEUX** pour l'Élevage dans le Grand Est

Rédaction
Anne Vonesch

Nous vous adressons un nouveau courrier sur des questions liées à l'élevage, car il y aura un vote à ce sujet le 16 novembre. Il nous paraît essentiel d'intégrer dans le programme de la Région une réelle cohérence pour le climat, la nature, les animaux et la santé. La focalisation sur la compétitivité et sur l'énergie ne peut suffire. La durabilité se construit devant un horizon bien plus large.

L'approche des Chambres d'agriculture et du gouvernement est orientée par le constat que **la part des importations dans la consommation totale est trop élevée** (*entre parenthèses la variation 2022/2021*) soit : pour la viande porcine 29 % (+ 7,9 %), pour la viande bovine 21 % (+ 22,9 %), pour la viande ovine 54 % (+ 7,9 %), et pour le poulet 50 % (+ 11,3 %)¹. Le paradigme promu est qu'il faudrait reconquérir le marché intérieur (ce qui est logique) et pour cela maintenir et développer l'élevage (dont celui bas de gamme à bas prix). Et exporter, exporter ! Est-ce que cette vision est cohérente selon les enjeux évoqués ?

Nous pensons que non. Comparons aux combustibles fossiles. Ils sont bien commodes à utiliser, et ils sont largement importés. Mais est-ce soutenable de les remplacer par des énergies nationales, sans en même temps réduire la consommation d'énergie globale ? Non. **La sobriété est incontournable. C'est vrai également pour les protéines animales.**

Abordons les impacts des activités d'élevage en nous servant du concept **des externalités**. Une externalité désigne le fait qu'un agent économique crée des effets externes, utiles ou dommageables pour autrui, sans qu'il n'y ait une compensation pour cela, donc sans payer le prix des impacts occasionnés.

On voudrait nous faire croire que l'élevage génère beaucoup d'**externalités positives**, bref, que l'élevage n'est pas le problème mais la solution. On parle de « bouquets de services », économiques, environnementaux et sociaux. « *Si l'élevage s'arrête, les prairies seront retournées* » : c'est la menace qu'on entend. Or, les prairies protègent la qualité de l'eau et les paysages et ont un potentiel de biodiversité. Même si le Grand Est n'est pas la Bretagne, les défis liés aux nitrates, à la biodiversité, à l'eau, aux pesticides... sont présents.

Si nous voulons garder les externalités positives et réduire voire supprimer les externalités négatives de l'élevage, la solution est limpide : c'est MOINS et MIEUX.

Le postulat que l'offre devrait suivre la demande, quitte à ce que celle-ci augmente, est **une lourde erreur**. Face au réchauffement il FAUT que production ET demande baissent, comme pour les combustibles fossiles. Le système, la gouvernance, la publicité, l'agro-industrie et l'industrie agroalimentaire doivent intégrer l'urgence environnementale, de santé et de justice sociale. Les habitudes alimentaires évoluent continuellement en s'adaptant à la mode, à la pléthore ou à la pénurie. On parle beaucoup d'innovation. Alors innovons, en rapprochant nos connaissances sur les externalités de celles sur le contenu de l'assiette :

¹ DRAAF Note de conjoncture

Externalités ou coûts cachés de l'élevage

Les coûts externes de notre alimentation peuvent inclure la **santé humaine, l'environnement dont la perte de biodiversité, l'économie dont les importations et les subventions, la précarité et les conditions de travail, la malnutrition, le bien-être subjectif**. Il a été estimé que la nourriture serait trois fois plus chère si les coûts étaient internalisés.² La FAO estime les coûts cachés du système alimentaire à l'échelle mondiale à 12 700 Milliards \$ (2020) soit en moyenne 10 % du PIB, avec au premier plan les conséquences sur la santé et ensuite l'impact environnemental.

Des prix trop bas parce qu'ils n'intègrent pas les coûts réels des aliments créent **des distorsions du marché**. Ils incitent à consommer, et donc à produire, davantage de produits faussement bon marché avec leurs impacts délétères, et dissuadent de l'achat de produits qui génèrent moins d'externalités négatives mais qui sont vendus à des prix plus élevés.

Les coûts externes environnementaux les plus élevés sont ceux relatifs aux produits animaux. Il y a consensus là-dessus. Les cultures pour l'alimentation animale consomment engrais et pesticides et impactent la biodiversité. Le soja importé est lié à la déforestation. Les ruminants émettent du méthane, puissant GES. Les émissions d'ammoniac des effluents d'élevage nuisent à la santé. L'excès d'azote génère eutrophisation et acidification. Les bâtiments de volailles et de porcs industriels sont chauffés et ventilés. Animaux, aliments, intrants et produits sont transportés, souvent loin. L'impact de la transformation et conservation des produits animaux est supérieure à celle des végétaux.

Ces coûts externes sont calculés à l'aide d'une Analyse de Cycle de Vie. Chaque type d'impact est quantifié et multiplié par le facteur de monétisation choisi (exemple : entre 25 et 500€/tCO₂ émis)³. Cela correspond au coût de la réparation et/ou prévention des dégâts. Ces résultats sont additionnés. Une étude allemande⁴ calcule pour les produits animaux **un coût moyen rien qu'en gaz à effet de serre de 2,41€/kg de produit** (sans les autres impacts). L'agriculture biologique est toujours plus favorable ; la différence au conventionnel est particulièrement forte pour le végétal. Une thèse suisse estime que **le coût en biodiversité dépasse même celui du climat**⁵. Lorsqu'on tente de donner **une valeur monétaire à la souffrance animale**, les coûts cachés explosent, particulièrement pour les volailles en raison du grand nombre d'animaux en souffrance ; une étude 'modérée'⁶ l'estime à environ 4 €/kg de poids vif de poulet.

Un impact fondamental, souvent négligé, est celui de l'usage des terres. Selon l'ADEME les surfaces mobilisées⁷ par personne varient de > 5200m² pour le régime riche en viande (170g/jour) à près de 1200 m² pour le régime végétalien. Dans le régime riche en viande les surfaces consacrées à la production de viande représentent 85 % des surfaces totales. Les régimes sans viande mobilisent un peu plus de surfaces en céréales, légumes et fruits, mais l'écart est très modéré comparé aux surfaces économisées sur le poste viande et lait.

En Europe, > 60 % des céréales utilisées servent à l'alimentation animale. Rien que ce chiffre montre que la masse de cheptel est insoutenable. Si le soja importé est remplacé par des protéagineux cultivés en Europe, la sole destinée à l'élevage va encore exploser. Alors que pour améliorer notre balance commerciale ET notre santé, il faudrait produire nos propres légumes et fruits ! Et comment, avec quelles surfaces, alimenter une bio-économie et accueillir la biodiversité ?

Et la biodiversité des prairies ? Elle demande des prairies extensives et beaucoup de pâturage, avec un faible chargement. L'intensification de la gestion des prairies l'appauvrit. Chaque fauche tue la majorité des arthropodes ; il faudra améliorer les techniques de récolte. Sortons du zéro-pâturage qui est la norme pour engraisser veaux et jeunes bovins et qui progresse pour les vaches laitières !

Et l'argent public destiné à l'élevage ? Propositions « MOINS et MIEUX » dans la prochaine Lettre...

² [United Nations Food Systems Summit 2021 : The True Cost and True Price of Food](#)

³ [Environmental Prices Handbook EU28 version 2018](#)

⁴ [M Pieper et al : Calculation of external climate costs for food highlights inadequate pricing of animal products](#)

⁵ [Alessa Perotti: Moving towards a Sustainable Swiss Food System: An Estimation of the True Cost of Food in Switzerland ...](#)

⁶ [L S M Vissers et al : A method for calculating the external costs of farm animal welfare based on the Welfare Quality Protocol](#)

⁷ ADEME : Empreintes sol, énergie et carbone de l'alimentation